

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble Jacques Lemercier
5 avenue de la Palette
95010 Cergy-pontoise

Cergy-Pontoise, le 18/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CORIANCE (exCYEL)- SOA

10 allée Bienvenue
93160 Noisy-le-Grand

Références : 2024/0229
Code AIOT : 0006506112

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/03/2024 dans l'établissement CORIANCE (exCYEL)- SOA implanté 1 rue du Gros Murger 95066 Saint-Ouen-l'Aumône. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CORIANCE (exCYEL)- SOA
- 1 rue du Gros Murger 95066 Saint-Ouen-l'Aumône
- Code AIOT : 0006506112
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La chaufferie de Cenergy de Saint-Ouen-l'Aumône (dite des « Bellevues ») est la principale chaufferie urbaine alimentant le réseau de chaleur de Cergy-Pontoise. D'une longueur de 44 km, celui-ci alimente environ 33 000 équivalents logements (soit environ 82 000 personnes) à partir de l'usine d'incinération d'ordures ménagères (CYDEC anciennement CGECP située à Saint-Ouen l'Aumône) et de 2 chaufferies exploitées dorénavant par la société CENERGY (groupe CORIANCE).

Cette chaufferie a fait l'objet d'importants travaux de rénovation en 2021, suite à l'arrêt de l'utilisation du charbon, au démantèlement des chaudières fonctionnant au fuel lourd et à l'extension de la chaudière biomasse en 2019. Les modifications ont consisté en la mise en place de 2 chaudières fonctionnant au gaz naturel avec passage en autocontrôle et ont fait l'objet d'une demande d'autorisation environnementale qui a débouché sur un arrêté d'autorisation le 27 août 2021.

La chaufferie se compose de :

- 2 chaudières gaz naturel de 20MW chacune
- 1 chaudière biomasse de 30MW
- 2 silos de stockage de biomasse (plaquette de bois) de 4000 m³ et 2 500 m³
- 2 cuves enterrées de FOD

Le réseau de chaleur est actuellement alimenté de la manière suivante, par ordre de priorité : (1) Incinérateur, (2) chaudière biomasse des Bellevues, (3) chaudières gaz de la chaufferie des Linandes, (4) chaudières Gaz Naturel/fioul domestique de la chaufferie des Bellevues.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Risque incendie
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Méthodologie de surveillance	Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 3.3.1.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	15 jours
2	Principe et objectifs du programme d'auto surveillance	Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 2.6.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	15 jours
3	Prélèvements et consommations d'eau	Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 4.1.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	1 mois
4	Plan de gestion des périodes autres que les périodes normales	Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 3.1.7	/	Demande d'action corrective	6 mois
10	Cessation d'activité	Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 1.6.6	/	Demande d'action corrective	6 mois
11	Plan de gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 5.2	/	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Détermination des valeurs moyennes validées	Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 3.3.4.1	Sans objet
6	Détermination des valeurs moyennes validées	Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 3.3.4.1	Sans objet
7	Respect des valeurs limites pour l'autosurveillance en continu	Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 3.3.4	Sans objet
8	Respect des valeurs limites pour l'autosurveillance en continu	Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 3.3.4	Sans objet
9	Cessation d'activité	Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 1.6.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est attendu que l'exploitant analyse systématiquement les dépassements des valeurs limites de rejets atmosphériques, et en transmette les conclusions à l'inspection des installations classées. Il est également attendu que l'exploitant produise un plan de gestion des conditions d'exploitation autres que normales (dites "OTNOC"), afin de mieux caractériser les conditions de fonctionnements associées à ces périodes.

L'exploitant doit également mener à leur terme les études et investigations qui résultent de la cessation de l'usage du charbon sur le site, afin de s'assurer notamment de la préservation des eaux souterraines et du sous-sol.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Méthodologie de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 3.3.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Méthodologie de surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/04/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 21/07/2023
Prescription contrôlée : Les résultats de l'autosurveillance en continu sont transmis tous les mois à l'inspection des installations classées, accompagnés le cas échéant des commentaires de l'exploitant sur les causes

des dépassements constatés ainsi que des actions correctives mises en œuvre ou envisagées.
<p>Constats :</p> <p><u>Constat issu de la précédente inspection :</u> Les résultats de l'autosurveillance sont désormais transmis par l'application GIDAF.</p> <p>L'inspection relève que les transmissions des résultats de l'autosurveillance n'ont pas fait l'objet de commentaires, alors que des écarts ont été constatés.</p> <p>Non-Conformité : en lien avec les constats formulés plus haut, il est demandé à l'exploitant d'analyser les causes et si nécessaire de présenter un calendrier des travaux.</p> <p><u>Constat de l'inspection du 07/03/2024 :</u> L'inspection consulte par l'application GIDAF les relevés d'autosurveillance pour les mois de décembre 2023, janvier 2024, et février 2024.</p> <p>Les dépassements sont analysés par l'exploitant pour décembre 2023, mais ne le sont pas pour les mois de janvier et février 2024. Même si ces dépassements sont peu nombreux (indisponibilité de mesure le 20 janvier, dépassement en NH3 les 13 et 29 février 2024, dépassement en CO les 15 et 21 janvier, dépassement en NOX 21 janvier), et que des explications satisfaisantes relatives aux réglages ont été données en séance, il est attendu que l'exploitant renseigne systématiquement sous GIDAF les analyses et actions correctives suites à des dépassements.</p> <p><u>Observation :</u> il n'est pas nécessaire que l'exploitant coche la case « dépassement » en cas d'indisponibilité de la mesure selon les critères définis au 3.3.4.1 de l'arrêté préfectoral du 27 août 2020.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Principe et objectifs du programme d'auto surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 2.6.1
Thème(s) : Risques chroniques, Principe et objectifs du programme d'auto surveillance
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/04/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 23/06/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.</p>
Constats :

Constat issu de la précédente inspection :

L'exploitant présente le document prévu par la prescription ci-dessus. Il se présente sous la forme d'un tableur recensant l'ensemble des mesures et contrôles requis au titre de la réglementation ICPE.

Ce document fait également état des délais et dates butoir associés aux différentes mesures, et est régulièrement actualisé.

Il ne comprend en revanche pas les modalités de transmission des différentes mesures à l'inspection des installations classées.

Non-Conformité : l'inspection demande à l'exploitant de renseigner les modalités de transmission dans ce tableau.

Constat issu de l'inspection du 07/03/2024 :

L'inspection constate en séance que la non-conformité constatée n'est pas résorbée. L'inspection indique que la mise à jour de ce tableau est de l'intérêt de l'exploitant, puisqu'elle permet de synthétiser les documents à transmettre, ou à tenir à disposition de l'inspection des installations classées.

La non-conformité est maintenue. Il est donné un délai supplémentaire d'un mois à l'exploitant pour y donner une suite satisfaisante.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : Un mois

N° 3 : Prélèvements et consommations d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 4.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements et consommations d'eau

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 25/05/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 12/12/2023

Prescription contrôlée :

[...]

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liées à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Réseau d'eau : 30 000 m³

Constats :

Constat issu de la précédente inspection :

L'exploitant a prélevé 34 297 m³ en 2022, et dépasse donc le volume prescrit par l'arrêté ci-dessus. Il précise que de l'ordre de 800 à 1000 m³ sont utilisés pour les tests des RIA.

Il indique que les prélèvements en eau ont pour très large partie dues à la compensation des volumes perdus lors des fuites ou des travaux, et qu'en raison de la nécessaire étape d'adoucissement de l'eau, la gestion de l'eau constitue un enjeu économique fort.

Le tableau ci-dessous récapitule les consommations d'eau.

L'exploitant indique que des investissements importants ont été réalisés récemment afin diminuer les déperditions d'eau et d'énergie. Ainsi, le réseau est passé progressivement en basse pression (soit 60 km, ce qui nécessite le changement des sous-stations). L'exploitant indique avoir également rajouté des vannes, permettant d'isoler plus finement les tronçons fuyards. Ces travaux expliquent la baisse notable de consommation ces 3 dernières années. Il indique avoir peu de levier pour déplacer dans le temps les prélèvements d'eau, dans la mesure où la DSP lui impose une disponibilité du réseau et les fuites sont par nature fortuites.

Il indique que le système de traitement de cendres a fait l'objet d'un investissement afin de pouvoir réinjecter l'eau utilisée (de l'ordre de 2,5 m³/jour). La possibilité de réutiliser l'eau vidangée lors des maintenances des chaudières fait l'objet d'une étude économique encore en cours.

Constat issu de l'inspection du 07/03/2024 :

L'exploitant indique avoir prélevé 33 706 m³ en 2023, malgré les travaux réalisés jusqu'ici. Il indique avoir procédé, depuis la reprise de la délégation en 2019, au remplacement de 8 km sur 60 km que comporte le réseau.

Il explique que la quasi totalité de cette consommation est liée aux fuites du réseau d'eau, dont le volume est par nature imprévisible. L'exploitant indique envisager une demande de modification afin de rehausser le niveau de l'autorisation de prélèvement, historiquement de 54 000 m³.

La non-conformité est maintenue. Il est ainsi proposé de prolonger le délai de résolution de cette mise en conformité, afin que l'exploitant puisse se positionner sur une éventuelle demande de modification.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Plan de gestion des périodes autres que les périodes normales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 3.1.7

Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des périodes autres que les périodes normales

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu d'établir un plan de gestion des périodes autres que les périodes normales de fonctionnement conformément à la décision d'exécution n°2017/1442 du 31 juillet 2017. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il doit notamment décrire comment sont estimées les émissions en phases de démarrage et d'arrêt.

Constats :

L'exploitant ne dispose pas du plan de gestion visé par la procédure ci-dessus. **Il s'agit d'une non-conformité.** Il lui est demandé d'y remédier sous 6 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Détermination des valeurs moyennes validées (analyse des rejets atmosphériques)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 3.3.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Détermination des valeurs moyennes validées
<p>Prescription contrôlée : Les valeurs moyennes validées sont déterminées de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les valeurs moyennes horaires validées sont déterminées à partir des valeurs moyennes horaires, après soustraction de la valeur de l'intervalle de confiance à 95 % indiquée ci-dessus. • Les valeurs moyennes journalières validées et les valeurs moyennes mensuelles validées s'obtiennent en faisant la moyenne des valeurs moyennes horaires validées.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection vérifie exhaustivement à partir du relevé d'autosurveillance des rejets atmosphériques sur le mois de janvier 2024 les calculs de la valeur moyenne mensuelle validée pour les paramètres CO, NOx, SO2, poussières, NH3, HCl.</p> <p>L'inspection note que le retrait de l'intervalle de confiance est effectué à partir des moyennes journalières, et non des valeurs moyennes horaires mais reconnaît que cela n'a pas d'influence sur l'évaluation de la conformité.</p> <p>L'inspection note que le calcul de la valeur moyenne mensuelle pour le CO sur le mois de janvier comporte une anomalie, sans pour autant remettre en cause l'évaluation de la conformité. Cette anomalie ne se retrouve pas pour le mois de février pour le paramètre CO.</p> <p>Les calculs des valeurs moyennes mensuelles pour les autres paramètres n'appellent pas de remarques.</p> <p><u>Observation :</u> l'exploitant est invité à investiguer auprès de son prestataire afin de trouver la source de l'anomalie pour les relevés du CO en janvier 2024.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Détermination des valeurs moyennes validées (analyse des rejets atmosphériques)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 3.3.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Détermination des valeurs moyennes validées
<p>Prescription contrôlée : [...]</p> <p>Il n'est pas tenu compte de la valeur moyenne journalière lorsque trois valeurs moyennes horaires ont dû être invalidées en raison de pannes ou d'opérations d'entretien de l'appareil de mesure en continu. Le nombre de jours écartés pour des raisons de ce type est inférieur à dix par an. L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires à cet effet.</p>

Dans l'hypothèse où le nombre de jours écartés dépasse trente par an, le respect des valeurs limites d'émission est apprécié en appliquant les dispositions décrites ci-dessous.
<p>Constats :</p> <p>Par sondage sur les mois de décembre 2023, janvier 2024, et février 2024, l'inspection relève une indisponibilité le 20 janvier, ayant conduit à l'invalidation de la valeur moyenne journalière. L'inspection relève que les résultats transmis mensuellement comportent la mention du nombre de jours invalidés dans le mois, mais pas le nombre de jours invalidés au total depuis le début de l'année.</p> <p><u>Observation</u> : il est recommandé à l'exploitant de faire figurer dans la transmission mensuelle le nombre de jours invalidés (en cumul) par an.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Respect des valeurs limites pour l'autosurveillance en continu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 3.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des valeurs limites pour l'autosurveillance en continu
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les valeurs des intervalles de confiance à 95 % d'un seul résultat mesuré ne dépassent pas les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission :</p> <ul style="list-style-type: none"> • CO : 10 % • SO₂ : 20 % • NO_x : 20 % • poussières : 30 %
<p>Constats :</p> <p>Par sondage sur les mois de janvier et février 2024, et par la consultation de l'exhaustivité des relevés sur les paramètres décrits ci-dessus, l'inspection vérifie qu'aucun des intervalles de confiance soustraits ne dépasse les pourcentages spécifiés, et ne constate pas d'irrégularité.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Respect des valeurs limites pour l'autosurveillance en continu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 3.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des valeurs limites pour l'autosurveillance en continu
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Dans le cas de mesures en continu, les valeurs limites d'émission fixées aux articles 3.2.4.1 et 3.2.4.3 sont considérées comme respectées si l'évaluation des résultats de mesure fait apparaître que, pour les heures d'exploitation au cours d'une année civile, toutes les conditions suivantes ont été respectées :</p>

- aucune valeur journalière, mensuelle ou annuelle moyenne validée ne dépasse les valeurs limites d'émission fixées aux articles 3.2.4.1 et 3.2.4.3 ;
- 95 % de toutes les valeurs horaires moyennes validées au cours de l'année ne dépassent pas 200 % des valeurs limites d'émission mensuelles fixées aux articles 3.2.4.1 et 3.2.4.3

Constats :

Sur les mois de décembre 2023, janvier 2024, février 2024, l'Inspection a identifié les dépassements en valeur journalière suivants :

Samedi 09/12 : dépassement en NOx

Le système de dénoxification n'est plus opérationnel, la tuyauterie s'étant partiellement bouchée, ce qui a provoqué un dépassement des VLE sur le NOX en sortie cheminée. La tuyauterie est ensuite débouchée, et le système de dénoxification est remis en service.

Dimanche 10/12 : dépassement en CO

L'alimentateur AC11 se bloque (chaîne sectionnée), ce qui occasionne un dépassement des VLE sur le CO. Après plusieurs essais de dépannage infructueux sur l'alimentateur AC11, la chaudière est mise à l'arrêt. La chaîne alimentateur AC11 est remplacée et la chaudière est redémarrée le 11/12.

Lundi 18/12 : dépassement en Nox

Il est constaté suite au dépassement que le système de dénoxification n'est plus opérationnel, car les 2 pompes d'injection d'urée sont hors service. La chaudière biomasse est arrêtée. Le mercredi 20/12, les 2 pompes d'urée sont remplacées, et la chaudière biomasse est redémarrée.

L'exploitant indique que les dépassements du 21 janvier sont dus à la phase de démarrage consécutive à l'arrêt soudain de l'installation suite à coupure de courant le 20 janvier.

Il indique attendre un retour technique de son prestataire gérant l'injection d'urée pour les 2 dépassements en NH3 de février.

Sont également relevés :

- dépassement CO les 15 et 21 janvier,
- dépassement en NOX le 21 janvier,
- dépassement NH3 les 13 et 29 février 2024.

L'exploitant a communiqué ses analyses oralement en séance pour les mois de janvier et février 2024, il est attendu que l'exploitant les communique par écrit via l'application GIDAF. Les valeurs limites journalières sont respectées en dehors des écarts relevés ci-dessus.

L'inspection relève que les valeurs mensuelles sont respectées pour les mois de décembre 2023, janvier et février 2024.

Les valeurs limites annuelles ne sont pas vérifiées lors de la présente inspection.

L'inspection vérifie sur les mois de janvier et février 2024 que 95 % de toutes les valeurs horaires moyennes validées au cours de l'année ne dépassent pas 200 % des valeurs limites d'émission mensuelles.

Observations : l'inspection relève que le relevé transmis mensuellement ne comporte pas de « compteur » pour la réalisation de cette dernière condition. L'exploitant est invité à envisager la mise en place de ce compteur avec son prestataire.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 1.6.6
Thème(s) : Risques chroniques, Cessation d'activité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-74 du code de l'environnement, pour l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5, l'usage à prendre en compte est le suivant : compatible avec les orientations et réglementations du document d'urbanisme en vigueur et l'utilisation des terrains situés au voisinage du site au moment de la cessation d'activité.</p> <p>Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.</p> <p>La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, celle des déchets présents sur le site ; • des interdictions ou limitations d'accès au site ; • la suppression des risques d'incendie et d'explosion ; • la surveillance des effets de l'installation sur son environnement. <p>Constats :</p> <p>Par courrier du 31/10/2019, l'exploitant a transmis une notification faisant état du démantèlement de la chaudière au charbon (cessation partielle).</p> <p>L'exploitant a transmis, dans le cadre de son porter à connaissance du 15/11/2019, la description des travaux entrepris :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Moyens humains ; - Phasage des travaux relatifs à la chaufferie charbon ; - Phasage des travaux relatifs au démantèlement de la cheminée ; - Schéma d'Organisation et de Suivi des Déchets (SOSED) <p>Par sondage, l'inspection demande à consulter l'un des bordereaux de suivi de déchets relatif au démontage de la toiture.</p> <p>Lors du tour de site, l'inspection constate la suppression complète du bâtiment contenant historiquement la chaudière au charbon, ainsi que de la cheminée et du stockage aérien de charbon associés, et de tout déchet éventuel associé.</p> <p>La phase de mise en sécurité est donc réalisée conformément à la prescription réalisée ci-dessus.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 1.6.6
Thème(s) : Risques chroniques, Cessation d'activité

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>La notification comporte en outre une évaluation de l'état de pollution du sol et des eaux souterraines par les substances ou mélanges dangereux pertinents mentionnés à l'article 3 du règlement (CE) n°1272/2008 du 16 décembre 2008 modifié relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges. Cette évaluation est fournie même si l'arrêt ne libère pas du terrain susceptible d'être affecté à un nouvel usage.</p> <p>En cas de pollution significative du sol et des eaux souterraines, par des substances ou mélanges mentionnés à l'alinéa ci-dessus, intervenue depuis l'établissement du rapport de base mentionné au 3° du I de l'article R. 515-59, l'exploitant propose également dans sa notification les mesures permettant la remise du site dans l'état prévu à l'alinéa ci-dessous.</p> <p>En tenant compte de la faisabilité technique des mesures envisagées, l'exploitant remet le site dans un état au moins similaire à celui décrit dans le rapport de base.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de fournir évaluation de l'état de pollution du sol et des eaux souterraines visé par la prescription ci-dessus. Il est demandé à l'exploitant d'y remédier, et de se positionner sur la nécessité de mesures de gestion, suivi, et/ou remise en état conformément à la prescription ci-dessus.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 11 : Plan de gestion des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 5.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu d'établir un plan de gestion des déchets produit sur son site conforme à la meilleure technique disponible (MTD 16) de la décision d'exécution n°2017/1442 du 31 juillet 2017 ce plan est à transmettre à l'inspection des installations classées au plus tard le 1er août 2021.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne dispose pas du plan de gestion visé par la procédure ci-dessus. Il s'agit d'une non-conformité. Il lui est demandé d'y remédier.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>